

<b>Ville d'Annonay</b>	<b>OPPOSITION A LA DECLARATION PREALABLE</b> (délivrée par le Maire au nom de la commune)
<b>DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE</b> déposée le : 09/04/2021	<b>Dossier n° DP 07010 21 A0062</b>
par : <b>Monsieur COLAS DES FRANCS</b> Yves	Surface de plancher : 20 m²
demeurant : 6 et 14, Chemin Saint Denis 07100 ANNONAY	Destination : <b>Création d'un Pool-house</b>
Terrain sis : 6 et 14 Chemin Saint Denis 07100 ANNONAY	Réf. Cadastres : AW230, AW395, AW232

**LE MAIRE,**

VU la demande de DECLARATION PREALABLE susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.421-1, L.421-6, L.422-1, L.422-5, L.423-1, L.424-1, L.424-7,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 juin 2019,  
VU le règlement de la zone Np,  
VU l'affichage du dépôt de la demande en mairie le 9 avril 2021,  
VU les avis défavorables de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 12/07/2021 et du 01/12/2021,

**Considérant que** le projet consiste en la construction d'un pool-house,

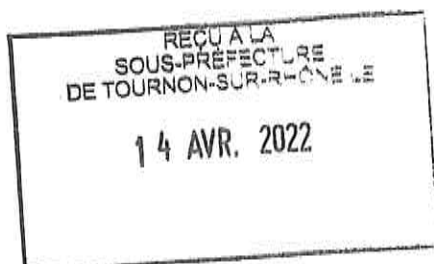
**Considérant que** les pièces demandées par acte du 27/04/2021 et du 27/08/2021 conformément à l'article R.423-22 du Code de l'Urbanisme, n'ont pas été fournies ou ne sont pas suffisamment précises pour être recevables,

**Considérant que** sans pouvoir apprécier en totalité et en détails la qualité architecturale du projet, il est considéré que ce projet est susceptible de ne pas respecter le règlement du Site Patrimonial Remarquable d'Annonay,

**Considérant que** en raison du manque de précision de ce dossier, il n'est pas possible d'apprécier avec exactitude la qualité architecturale du projet envisagé.

**ARRETE**

**Article Unique : Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.**



ANNONAY, le  
Le Maire,

07 AVR. 2022



Et par délégation, Catherine MOINE  
Conseillère déléguée, en charge de l'urbanisme

En application de l'article L.424-7 du code de l'urbanisme, la présente décision est transmise au préfet dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de la présente notification et de sa transmission au préfet.

**Délais et voies de recours :** Cette décision est susceptible d'un recours dans un délai de deux mois auprès du tribunal administratif de Lyon.